



RCS : BOBIGNY
Code greffe : 9301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 06212
Numéro SIREN : 437 723 844
Nom ou dénomination : GENERALE DE TELEPHONE

Ce dépôt a été enregistré le 19/07/2017 sous le numéro de dépôt 9172



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Générale de Téléphone S.A.
**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2016
Générale de Téléphone S.A.
50 Avenue du Président Wilson - Bâtiment 134 - 93210 La Plaine Saint Denis
Ce rapport contient 32 pages
Référence : NP-172-030



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Générale de Téléphone S.A.

Siège social : 50 Avenue du Président Wilson - Bâtiment 134 - 93210 La Plaine Saint Denis
Capital social : € 37 962 376

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Générale de Téléphone S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles et les provisions pour risques et charges, ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

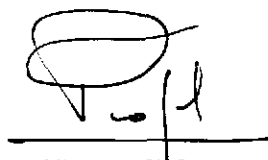
3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris La Défense, le 7 juin 2017

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.


Nicolas Pipfret
Associé

SA **Générale de Téléphone**

50, avenue du Président Wilson
93 210 LA PLAINE SAINT-DENIS

Comptes annuels au 31 décembre 2016

I. BILAN AU 31/12/2016

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2016	Net 31/12/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	73 952 794	40 670 872		
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	17 138 975	16 518 184	620 791	641 698
Fonds commercial	55 359 925	24 152 688	31 207 237	6 651 655
Autres immobilisations incorporelles	1 453 894		1 453 894	29 403
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	18 904		18 904	18 904
Constructions	404 905	314 204	90 700	106 896
Installations techniques, mat. et outillage	3 060 612	2 454 914	605 698	476 002
Autres immobilisations corporelles	46 459 029	30 795 217	15 663 811	11 496 581
Immobilisations en cours	1 064 276		1 064 276	682 083
Avances et acomptes	6 458		6 458	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 676 449	283 367	3 393 082	3 509 789
ACTIF IMMOBILISE	128 643 425	74 518 574	54 124 851	23 613 012
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	1 974 702	390 460	1 584 243	1 199 953
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	6 580	978	5 601	12 809
Marchandises	26 686 046	1 343 478	25 342 568	16 961 848
Avances, acomptes versés sur commandes	84 461		84 461	177 867
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	20 585 980	492 245	20 093 735	13 301 944
Autres créances	58 929 241	107 000	58 822 241	31 052 996
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	2 712 502		2 712 502	2 183 002
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	639 313		639 313	628 317
ACTIF CIRCULANT	111 618 825	2 334 161	109 284 664	65 518 737
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	240 262 250	76 852 735	163 409 515	89 131 749

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2016	Exercice 2015
Capital social ou individuel (dont versé : 37 962 376)	37 962 376	50 983 913
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)		
Report à nouveau		-69 765 294
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-7 061 213	-15 256 243
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	30 901 163	-34 037 625
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 751 151	1 639 476
Provisions pour charges	1 376 027	4 276 350
PROVISIONS	3 127 179	5 915 826
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 475 656	65 565
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	4 787	4 682
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	73 619 120	54 310 003
Dettes fiscales et sociales	27 674 099	20 919 817
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 345 429	529 173
Autres dettes	25 238 131	41 412 331
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	23 952	11 976
DETTES	129 381 174	117 253 547
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	163 409 515	89 131 749

II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2016

Rubriques	Exercice 2016		Exercice 2015
	France	Exportation	
Ventes de marchandises	104 412 294		78 168 138
Production vendue de biens	3 261 643		5 888 769
Production vendue de services	95 618 567		73 422 630
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	203 292 504		157 479 536
Production stockée		-8 512	-15 198
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation		1 430	2 000
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges		3 368 632	2 129 524
Autres produits		87 640	265 315
PRODUITS D'EXPLOITATION		206 741 695	168 819 779
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		103 243 492	69 330 597
Variation de stock (marchandises)		-8 618 336	1 055 237
Achats de matières premières et autres approvisionnements		1 850 102	1 519 873
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		-278 432	255 170
Autres achats et charges externes		30 107 299	27 654 076
Impôts, taxes et versements assimilés		3 357 854	2 752 074
Salaires et traitements		46 020 587	40 655 077
Charges sociales		19 668 804	16 813 713
Dotations d'exploitation :			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		4 433 559	4 436 840
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		2 318 585	1 884 495
Dotations aux provisions			
Autres charges		3 445 897	2 462 628
CHARGES D'EXPLOITATION		205 549 408	168 819 779
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 192 287	-8 958 602
OPERATIONS EN COMMUN			
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
PRODUITS FINANCIERS		-96	148
Produits financiers de participations			44
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		-96	104
CHARGES FINANCIERES		216 718	613 626
Dotations financières aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilées		216 718	613 341
Différences négatives de change			285
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
RESULTAT FINANCIER		-216 814	-613 479
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		975 473	-9 572 081
PRODUITS EXCEPTIONNELS		16 397 613	34 515 375
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		750 754	2 761 477
Produits exceptionnels sur opérations en capital		2 645 221	7 181 139
Reprises sur provisions et transferts de charges		13 001 639	24 572 759
CHARGES EXCEPTIONNELLES		24 523 416	40 199 537
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		7 224 792	5 427 517
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		3 469 790	6 946 846
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		13 828 834	27 825 175
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-8 125 803	-5 684 163
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			
Impôts sur les bénéfices		-89 117	
TOTAL DES PRODUITS		223 139 212	194 376 699
TOTAL DES CHARGES		230 200 425	209 632 943
BENEFICE OU PERTE		-7 061 213	-15 256 243

III. ANNEXE

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	6	5.3. ETATS DES ECHEANCES DES DETTES	18
1.1. ACTIVITE DE LA SOCIETE	6	5.4. CHARGES A PAYER	19
1.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	6	5.5. DETTES SUR LES ENTREPRISES LIEES	19
2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	6	6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	20
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	7	6.1. VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	20
3.1. IMMOBILISATIONS	7	6.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	21
3.1.1. <i>Point particulier sur les fonds de commerce et droits au bail</i>	7	6.3. RESULTAT FINANCIER & EXCEPTIONNEL.....	21
3.1.2. <i>Rachat de magasins mobistore</i>	8	6.3.1. <i>Résultat financier</i>	21
3.1.3. <i>Immobilisations financières</i>	8	6.3.2. <i>Résultat exceptionnel</i>	22
3.2. EVALUATION DES STOCKS.....	9	6.4. IMPOT SUR LES BENEFICES	22
3.3. CREANCES ET DETTES	9	6.4.1. <i>Ventilation de l'impôt sur les bénéfices lié à l'activité</i>	22
3.4. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10	6.4.2. <i>Fiscalité différée</i>	23
3.5. DEROGATIONS AUX PRINCIPES GENERAUX.....	11	<i>Situation fiscale différée</i>	23
3.5.1. <i>Changement de méthode d'évaluation</i>	11	6.4.3. <i>Impact de la fiscalité différée dans la détermination du résultat fiscal de l'exercice</i>	23
3.5.2. <i>Changements de méthode de présentation</i>	11	7. INFORMATIONS DIVERSES	24
4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF.....	12	7.1. EFFECTIF DU PERSONNEL SALARIE AU 31/12/2016.....	24
4.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	12	7.2. LE CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI (C.I.C.E.)	24
4.2. IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	13	7.3. IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANTE ..	25
4.3. AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS.....	13	7.4. LISTE DES FILIALES	25
4.3.1. <i>Tableau des amortissements</i>	13	7.5. REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION.....	25
4.3.2. <i>Provision pour dépréciation des immobilisations</i>	14	8. ENGAGEMENTS FINANCIERS	26
4.4. COMPTES DE STOCKS DE MARCHANDISES ET DE TRAVAUX EN COURS	14	8.1 ENGAGEMENTS DONNES.....	26
4.5. DEPRECIATION DES STOCKS.....	14	8.2 ENGAGEMENTS REÇUS.....	26
4.6. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES	15	8.3. ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL	27
4.7. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES ...	16	8.4. ENGAGEMENTS SUR LE PERSONNEL	27
4.8. DEPRECIATIONS DES CREANCES	16	8.4.1. <i>: Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite</i>	27
5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF	17	8.4.2.- <i>Participation des salariés</i>	28
5.1. CAPITAUX PROPRES	17	8.4.3. - <i>Intéressement des salariés</i>	28
5.2. ETAT DES PROVISIONS	17		
5.2.1. <i>Provisions pour risques</i>	17		
5.2.2. <i>Provisions pour charges</i>	17		

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1. Activité de la société

GENERALE DE TELEPHONE gère un réseau de boutiques de ventes de produits et de services dans les domaines :

- de la téléphonie mobile,
- des télécommunications,
- de la photo,
- de l'internet
- des objets connectés
- et du multimédia.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

GENERALE DE TELEPHONE poursuit la transformation de son réseau dans la continuité de 2014 et selon son plan "CAP 2020" présenté aux élus du Comité d'Entreprise en septembre 2014.

En 2016, GENERALE DE TELEPHONE a fait l'acquisition de 79 points de ventes (ex mobistore).

Afin d'apurer les pertes antérieures, La société a procédé, lors de l'AGE du 19 juillet 2016, à une augmentation de capital en numéraire de 72m€ souscrite par Orange participations immédiatement suivie d'une réduction de capital de 85m€ par voie d'annulation d'actions.

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Il n'y a pas eu d'événement significatif depuis la clôture de l'exercice.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

3.1. Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels :	1 à 5 ans
- Constructions :	25 ans
- Constructions sur sol d'autrui :	4 à 6 ans
- Matériels et outillages :	1 à 5 ans
- Matériels de transport :	3 à 5 ans
- Agencements, aménagements, installations divers :	6 à 10 ans
- Matériels et mobiliers de bureau :	3 à 10 ans
- Matériels informatiques :	1 à 3 ans
- Droit au bail et Fond de commerce :	Durée résiduelle

3.1.1. Point particulier sur les fonds de commerce et droits au bail

Les droits au bail et les fonds de commerce sont valorisés en valeur brute à leur coût d'acquisition et sont donc présentés au coût historique excepté ceux apportés par voie d'absorption et valorisés à leur valeur marchande à la date de l'apport.

Lors des années antérieures :

Entre 2011 et 2014

Une évaluation exhaustive de ces actifs a été réalisée en 2011 par des cabinets spécialisés.

Jusqu'en 2014, un échantillon de nos fonds de commerce et droits au bail faisait l'objet d'une réévaluation annuelle par des cabinets d'experts indépendants.

Lorsque la valeur d'expertise était inférieure au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation était constituée.

A compter de l'année 2015

Mise en conformité avec la **méthode d'évaluation du Groupe ORANGE** qui est axée sur le principe que les fonds de commerce et droits au bail sont considérés :

- comme des actifs à durée de vie finie,
- amortissables à ce titre linéairement dans le temps,
- avec une valeur résiduelle estimée nulle à la fin du bail.

Ce dernier point s'appuie sur l'observation que les estimations de fonds de commerce et de droits au bail ne peuvent être menées de façon fiable en raison de modalités de sortie de patrimoine aléatoires (résiliation ou cession) et d'une forte volatilité des valeurs observée ces dernières années.

Nota bene : la méthode du Groupe Orange conserve une évaluation par des cabinets spécialisés externes pour les boutiques dites "Premium" (emplacement sur une zone à très forte commercialité), étant précisé que GENERALE DE TELEPHONE ne possède pas cette typologie de magasin dans son parc au 31/12/2016.

L'application de cette méthode conduit à :

- pour les actifs détenus au 31/12/2015, se baser sur la valeur nette comptable au 31/12/2014 comme valeur à amortir sur la durée du bail restant à courir,
- pour les actifs acquis à compter du 01/01/2016 (dont les magasins mobistore, voir 3.1.2) à se baser sur la valeur d'acquisition pour amortir ces actifs sur la durée du bail restant à courir
- pour les fonds de commerce ou droits au bail cessibles au cours de l'année suivante, appliquer une dépréciation complémentaire à l'amortissement calculé sur l'exercice pour constater une valeur nette comptable à 0 €.

Il en ressort au 31/12/2016 :

- une dotation de 6 581 154,28 € pour amortissement des fonds de commerce & droits au bail
- et une dotation de 385 591,64 € pour dépréciation pour fonds cessibles en 2017

3.1.2. Rachat de magasins mobistore

Au cours de l'année 2016, GENERALE DE TELEPHONE a fait l'acquisition de 79 points de ventes auprès de partenaires mobistore

Ceci s'est traduit par l'acquisition de 29 422 946,67 € au titre des Fonds de Commerce, de 1 389 893,90 € au titre des Droits au Bail et de 3 019 849,80 € au titre des immobilisations corporelles

3.1.3. Immobilisations financières

Au 31/12/2016, les immobilisations financières sont uniquement constituées des dépôts et cautionnements versés aux bailleurs.

Lorsqu'un magasin a été cédé et que le bailleur tarde pour une raison quelconque à rembourser le dépôt de garantie versé, une provision pour dépréciation est constatée pour couvrir le risque éventuel de non-remboursement.

3.2. Evaluation des stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

La règle de dépréciation des stocks en 2016 est la même que celle de l'an passé.

- Pour le stock des terminaux mobiles

Les terminaux de démonstration ont été intégralement dépréciés, ceux présentant des risques d'obsolescence ont été dépréciés en comparant leur valeur de marché du moment versus leur prix d'achat.

- Pour les autres stocks de téléphonie (accessoires téléphonie principalement)

Une dépréciation a été calculée en appréciant un risque d'inventus basé sur la faiblesse de rotation des articles et/ou d'une sur-couverture de stock en rapport avec un historique des ventes.

- Pour les stocks de matières premières & consommables

Une dépréciation a été constatée pour couvrir le risque d'obsolescence en fonction de la rotation des articles et/ou d'une sur-couverture de stock en rapport avec un historique des consommations.

- Pour les travaux photos en cours

Une dépréciation est statistiquement calculée à partir de la date de détention des travaux photos encore en magasin. Cette dépréciation correspond au risque de non retrait définitif des tirages photos par le client.

3.3. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances sont dépréciées, le cas échéant, pour tenir compte des difficultés de recouvrement dont elles pourraient faire l'objet.

3.4. Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques

Les provisions pour risques évaluées à l'arrêté des comptes sont destinées à couvrir des coûts que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation effective demeure incertaine.

Provisions pour charges

La Direction Générale a présenté le 18 septembre 2014 aux élus du Comité d'Entreprise un plan stratégique sur 5 ans nommé "CAP 2020" axé sur la transformation de notre réseau.

Le 15/12/2014, les membres du comité d'entreprise ont émis un avis positif à ce plan.

La mise en œuvre de cette nouvelle stratégie s'accompagne sur la durée du plan (fin 2019) d'un certain nombre de coûts de transformation dans 4 domaines principaux :

- coûts immobiliers,
- pertes d'exploitation liées aux difficultés de vendre les boutiques (contraintes du marché immobilier),
- frais de personnel pour l'accompagnement des salariés en mobilité,
- autres frais d'accompagnement de la transformation du réseau.

Pour rappel, une provision pour charges de 6 608 000 € avait été comptabilisée au 31/12/2014 pour faire face à ces coûts de transformation.

En 2016, ces charges ont été constatées en résultat exceptionnel dans les comptes respectifs :

- charges de post-fermeture de boutiques pour 986 439,86 €,
- charges de restructuration pour 5 746 290,50 €,

dont 2 900 322,72 € ont fait l'objet d'une reprise de provision.

Au 31/12/2016, la provision pour transformation s'élève à 1 376 027,25 €, elle n'a pas fait l'objet de dotation sur l'exercice.

3.5. Dérogations aux principes généraux

3.5.1. Changement de méthode d'évaluation

Les fonds de commerce et droits au bail n'ont fait l'objet d'un changement de méthode d'évaluation (cf. 3.1.1).

3.5.2. Changements de méthode de présentation

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

4.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Tableau des acquisitions des cessions de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2015	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2016
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles	49 620 987	32 711 061		8 379 254	73 952 794
Total 1 Incorporelles	49 620 987	32 711 061	0	8 379 254	73 952 794
Terrains	18 904				18 904
Constructions sur sol propre	404 905				404 905
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	36 206 641	6 476 266		9 357 341	33 325 566
Installations techniques, matériels et outillages	3 361 424	333 902		634 714	3 060 612
Matériel de transport	413 332			218 800	194 531
Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 223 298	2 072 108		2 356 475	12 938 931
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	53 628 504	8 882 276	0	12 567 330	49 943 449
Immobilisations corporelles en cours (1)	682 083	382 192		0	1 064 276
Total 3 Encours Corporelles	682 083	382 192	0	0	1 064 276
Acomptes		239 476		233 016	6 458
TOTAL	103 931 574	42 215 005	0	21 179 600	124 966 977

(1) Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

4.2. Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2015	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2016	Dépréciation	Valeur Nette au 31/12/2016
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	3 634 169	42 280		3 676 449	283 367	3 393 082
TOTAL	3 634 169	42 280		3 676 449	283 367	3 393 082

4.3. Amortissements et dépréciations

4.3.1. Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant le mode linéaire en fonction d'une durée de vie prévue, voir le sous-chapitre 3.1. Immobilisations.

Tableau des amortissements techniques :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2015	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2016
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	21 614 729	5 517 230		27 131 959
Total 1	21 614 729	5 517 230		27 131 959
Terrains				
Constructions	298 008	16 196		314 204
Installations générales et agencements	25 866 825	2 787 197	8 723 969	19 930 052
Installations techniques, matériels et outillages	2 885 422	199 282	629 790	2 454 914
Matériel de transport	411 693	201	217 363	194 531
Matériel de bureau informatique, mobilier	12 068 172	939 072	2 336 610	10 670 634
Total 2	41 530 120	3 941 948	11 907 732	33 564 335
TOTAL	63 144 849	9 459 178	11 907 732	60 696 294

4.3.2. Provision pour dépréciation des immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2015	Dotations	Reprises	Au 31/12/2016
Provisions sur immos incorporelles	20 683 501	385 591	7 530 182	13 538 913
Provisions sur immos corporelles				
Provisions autres immos financières	124 380	158 987		283 367
TOTAL	20 807 881	544 578	7 530 182	13 822 280

4.4. Comptes de stocks de marchandises et de travaux en cours

Le montant des stocks se décompose ainsi :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	Dépréciation	Solde au 31/12/2016
Matières premières	1 974 702	390 460	1 584 243
Marchandises	26 686 046	1 343 478	25 342 568
Produits finis	6 580	978	5 601
TOTAL	28 667 328	1 734 916	26 932 412

4.5. Dépréciation des stocks

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2015	Dotations	Reprises	Au 31/12/2016
Prov. pour dépréciation des stocks	1 604 479	1 734 916	1 604 480	1 734 915
TOTAL	1 604 479	1 734 916	1 604 480	1 734 915

4.6. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 83 830 983 € en valeur brute au 31/12/2016 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	3 676 449	0	3 676 449
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	3 676 449		3 676 449
ACTIF CIRCULANT :	80 154 534	80 154 534	0
Clients	20 542 816	20 542 816	
Clients douteux	43 164	43 164	
Personnel et comptes rattachés	78 659	78 659	
Organismes sociaux			
Etat : impôts et taxes diverses	3 047 034	3 047 034	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	55 803 548	55 803 548	
Charges constatées d'avance	639 313	639 313	
TOTAL	83 830 983	80 154 534	3 676 449
Montants des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

4.7. Créances clients et comptes rattachés

CREANCES	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2016	Net 31/12/2015
Créances clients et comptes rattachés	20 585 980	492 245	20 093 735	13 301 944
Autres créances	58 929 241	107 000	58 822 241	31 052 996
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	79 515 221	599 245	78 915 976	44 461 940

Dont créances Groupe :

Chiffres exprimés en euros	2016	2015
Clients sociétés affiliées consolidées	63 820 000	42 568 000
TOTAL	63 820 000	42 568 000

4.8. Dépréciations des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2015	Dotations	Reprises	Au 31/12/2016
Clients douteux	340 297	514 669	362 721	492 245
Autres créances	107 000			107 000
TOTAL	447 297	514 669	362 721	599 245

5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

5.1. Capitaux propres

Affectation des résultats de l'exercice 2016 :

Les comptes de l'exercice 2016 ont fait apparaître un résultat de – 7 061 213 €.

Selon la décision de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes, cette perte a été affectée dans le « Report à nouveau créditeur ».

5.2. Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

5.2.1. Provisions pour risques

Les provisions pour risques sont composées des risques prud'homaux et autres risques avec des tiers.

5.2.2. Provisions pour charges

La provision pour charges est constituée de l'estimation des charges futures de transformation du réseau liées aux objectifs du plan CAP 2020.

5.3. Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	1 475 656	1 475 656		
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	4 787	4 787		
Fournisseurs et comptes rattachés	57 571 028	57 571 028		
Personnel et comptes rattachés	8 954 925	8 954 925		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 223 122	7 223 122		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	8 810 527	8 810 527		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	2 685 526	2 685 526		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 345 429	1 345 429		
Groupe et associés	25 226 201	25 226 201		
Autres dettes	11 930	11 930		
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	23 952	23 952		
TOTAL	113 333 082	113 333 82	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

5.4. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Rubriques	Exercice 2016	Exercice 2015
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 571 028	54 310 003
Dettes fiscales et sociales	27 674 099	20 919 817
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	81 334	65 565
Emprunts et dette financières divers (dont emprunts particuliers)	4 787	4 682
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 345 429	529 173
Autres dettes	25 238 131	41 412 331
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	23 952	11 976
DETTES	111 938 761	117 253 547

5.5. Dettes sur les entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées correspondent à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015
Fournisseurs d'exploitation sociétés affiliées consolidées	64 707 000	57 561 000
Compte-courant d'associé et intérêts courus	25 226 000	41 364 000

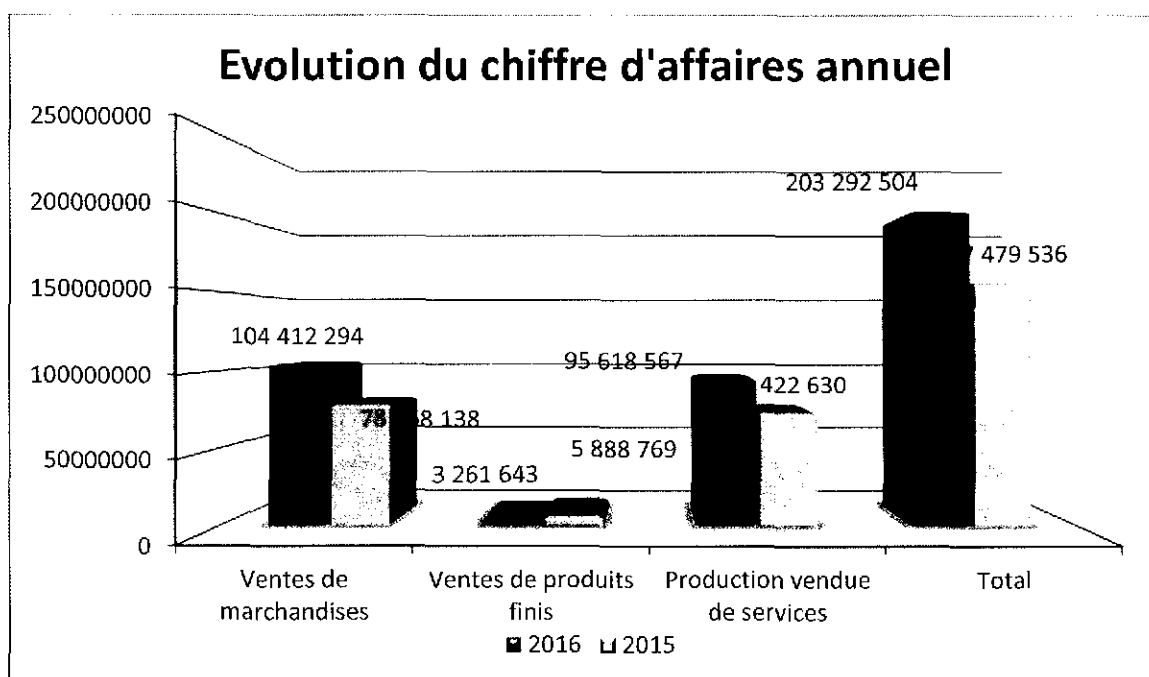
Une convention de trésorerie cash pooling a été mise en place avec le groupe Orange en janvier 2012 via la création d'un compte-courant d'associé.

6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2016 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	France	Exercice 2016 CEE + Export	Total	Exercice 2015 Total
Ventes de marchandises	104 412 294		104 412 294	78 168 138
Ventes de produits finis	3 261 643		3 261 643	5 888 769
Production vendue de services	95 618 567		95 618 567	73 422 630
Chiffre d'affaires	203 292 504		203 292 504	157 479 536
%	100 %	%	100 %	



6.2. Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015
Production stockée	-8 512	-15 198
Production immobilisée		
Autres produits divers de gestion et subvention d'exploitation	1 430	2 000
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges	3 456 272	2 394 839
TOTAL	3 449 190	2 381 641

6.3. Résultat financier & exceptionnel

6.3.1. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à -216 814 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2016	Exercice 2015
PRODUITS FINANCIERS	0	148
Produits financiers de participations		44
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	104
CHARGES FINANCIERES	216 814	613 626
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	216 718	613 341
Différences négatives de change		285
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	96	
RESULTAT FINANCIER	-216 814	-613 479

6.3.2. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de -8 125 803 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2016	Exercice 2015
PRODUITS EXCEPTIONNELS	16 397 613	34 515 375
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	750 754	2 761 477
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 645 221	7 181 139
Reprises sur provisions et transferts de charges	13 001 639	24 572 759
CHARGES EXCEPTIONNELLES	24 523 416	40 199 537
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 224 792	5 427 517
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 469 790	6 946 846
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	13 828 834	27 825 175
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-8 125 803	-5 684 163

6.4. Impôt sur les bénéfices

Générale de Téléphone a signé une convention d'intégration fiscale avec Orange S.A. société tête de groupe d'intégration, pour une période de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

6.4.1. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices lié à l'activité

Exercice 2016		
Bénéfice comptable de l'exercice		- 7 061 213
1. Réintégrations fiscales		13 405 545
2. Déductions fiscales		15 972 089
Détermination du résultat fiscal	BENEFICE	DEFICIT
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables		9 974 733
Déficit de l'exercice reporté en arrière		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice		
RESULTAT FISCAL		9 974 733

6.4.2. Fiscalité différée

BASES D'IMPOSITION	A l'ouverture de l'exercice	Variations en résultat de l'exercice	A la clôture de l'exercice
Situation fiscale différée			
Différences entre le régime fiscal et le traitement comptable de certains produits ou charges :			
Dépréciation des actifs immobilisés	26 367 231	762 782	27 130 013
Dépréciation des actifs circulants	1 604 479	130 436	1 734 915
Contribution sociale de solidarité	232 989	88 727	321 716
Dépréciation des créances clients	50 218	10 000	60 218
Autres provisions pour risques	4 287 974	- 2 911 947	1 376 027
Situation fiscale latente			
Déficits reportables :			
Déficits nés antérieurement à l'intégration fiscale	136 194 380		136 194 380
Moins-value à long terme (1)	36 606 745	0	36 606 745
Plus-values en sursis d'imposition :	-9 779 001	1 339 475	-8 439 525
TOTAL	195 565 015	-580 527	194 984 488

(1) Perte du report des moins-values à long terme de 2004 pour 21 200 000 € en raison de la prescription décennale

6.4.3. Impact de la fiscalité différée dans la détermination du résultat fiscal de l'exercice

BASE D'IMPOSITION 2016	Exercice 2016
Bénéfice comptable de l'exercice	-7 061 213
1. Réintégrations fiscales (hors fiscalité différée)	125 765
2. Impact fiscalité différée	-580 527
3. Déductions fiscales (hors fiscalité différée)	-2 248 427
Résultat imposable exercice 2016 :	- 9 764 402

7. INFORMATIONS DIVERSES

7.1. Effectif du personnel salarié au 31/12/2016

Au 31/12/2016, les effectifs du personnel salarié en Contrat à Durée Indéterminée (C.D.I.) sont de 1 593 personnes décomposés de la façon suivante :

Effectif des salariés en C.D.I. au 31/12/2016	Effectif
Cadres	137
Agents de maîtrise	286
Vendeurs & employés	1 170
TOTAL	1 593

Auxquels s'ajoutent :

- 172 C.D.D.,
- 27 contrats d'apprentissage et 12 contrats de professionnalisation,

Soit un effectif total à la fin de l'exercice de **1 804 salariés**.

7.2. Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (C.I.C.E.)

Générale de Téléphone n'ayant pas dégagé de résultat fiscal positif en 2016, le C.I.C.E. n'a pas pu être imputé sur l'I.S. de notre société.

Conformément aux articles prévus dans notre convention d'intégration fiscale, lorsque le montant de notre C.I.C.E. excède l'impôt dû à Orange S.A., notre maison mère en restitue l'excédent à sa filiale dans les délais identiques à ceux qui auraient été appliqués si la filiale n'avait pas été membre du groupe, à savoir pour le C.I.C.E. millésime 2016, trois ans à compter du 15/04/2017.

Il en résulte dans nos comptes au 31 décembre 2016 une créance de 2 248 427,00 € (à l'actif - rubrique DEBITEURS DIVERS - compte 467000 : autres comptes débiteurs créditeurs) remboursable par Orange S.A. le 15/04/2020.

Suivi de la créance C.I.C.E. par millésime :

	Montant	Date de restitution
Millésime 2013	1 353 402,00	15/04/2017
Millésime 2014	2 056 874,50	15/04/2018
Millésime 2015	2 055 070,00	15/04/2019
Millésime 2016	2 248 427,00	15/04/2020
	7 713 773,50	

Au niveau du compte de résultat, en application des recommandations du Groupe Orange, le C.I.C.E. a été comptabilisé en déduction des charges de personnel.

7.3. Identité de la société mère consolidante

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société ORANGE SA, 78 rue Olivier de Serres, 75 015 PARIS

7.4. Liste des filiales

Sociétés concernées	Nb d'actions	Capital détenu	Capitaux propres y compris résultat	Résultat Net
NEANT				

7.5. Rémunération des organes d'administration

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait à donner une *rémunération individuelle*.

8. Engagements financiers

8.1 Engagements donnés

Engagements donnés	Total	-1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Cautions solidaires données aux propriétaires des baux cédés	337 316	145 213	192 103	0
Engagements donnés sur les loyers à payer jusqu'à la fin de la période triennale en-cours	18 532 065	2 930 716	15 601 349	0
Engagements donnés sur les charges locatives à payer jusqu'à la fin de la période triennale en-cours	2 650 085	419 092	2 230 993	0
Engagements donnés en matière d'indemnités de fin de carrière	7 578 000	39 000	428 000	7 111 000
	29 097 466	3 534 021	18 452 445	7 111 000

8.2 Engagements reçus

Engagements reçus	Total	-1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Néant				
	0	0	0	0

8.3. Engagements de crédit-bail

	Redevances payées en 2016	Redevances restantes à payer à 1 an	Redevances restantes à payer +1an à 5 ans	Total à payer	Prix d'achat résiduel
Matériel informatique	30 141	15 071	0	15 071	5
TOTAL	30 141	15 071	0	15 071	5

8.4. Engagements sur le personnel

8.4.1. : Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

A leur départ en retraite, les salariés de Générale de Téléphone reçoivent une indemnité déterminée selon les dispositions de la Convention Collective nationale des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager.

Cette indemnité est considérée **comme un engagement hors bilan** et n'est pas comptabilisée dans nos comptes sociaux.

Les engagements de retraite de la société font l'objet d'une évaluation actuarielle, selon une méthode prospective, tenant compte de l'estimation des droits acquis par le personnel au moment du départ en retraite en fonction de la règle d'acquisition des droits fixés par l'accord d'établissement.

Cette évaluation, qui porte sur la totalité du personnel à contrat à durée indéterminée (temps complets, temps partiels), prend en considération les hypothèses suivantes :

- table de mortalité selon la table INSEE 11-13,
- table de turn-over qui fluctue en fonction de plusieurs paramètres (personnel du siège ou des magasins, la tranche d'âge et la catégorie sociale professionnelle),
- âge moyen de début d'activité fixé à 22 ans pour les non-cadres et 24 ans pour les cadres,
- âge de départ à la retraite sur les bases du volontariat et à l'âge légal,
- un taux annuel d'actualisation de 1,45 %, un taux d'augmentation annuelle des salaires de 2,50 % et une inflation à 2,00 %.

Le montant de l'engagement lié aux indemnités de Départ en Retraite est évalué et décomposé au 31 décembre 2016 comme suit :

Hors Senior plan :	7 155 000 €
Senior plan :	423 000 € ⁽¹⁾
Total P.I.D.R. global IFRS :	7 578 000€

(1) : Engagement relatif aux temps partiels des séniors suite à l'accord-cadre signé par le groupe Orange.

8.4.2.- Participation des salariés

La société a adhéré à l'accord de participation du Groupe Orange avec effet rétroactif au 1er janvier 2011.

Du fait de la situation déficitaire de la société Générale de Téléphone, le montant des droits acquis par les salariés est supporté par le Groupe Orange, et seuls l'abondement et le forfait social le sont par la société Générale de Téléphone.

8.4.3. - Intéressement des salariés

En 2013, Générale de Téléphone a signé un accord d'intéressement applicable à compter du 1^{er} juillet 2013.

Cet accord prévoit des versements semestriels sur la base des performances du semestre précédent.

L'intéressement du 2^{ème} semestre 2016 sera versé en 2017, il a été estimé et provisionné au 31 décembre 2016 pour 1 335 000 € dans le compte :

428450 - provision pour intéressement



GENERALE DE TELEPHONE

80 Av. du Président Mitterrand

**93210 LA PLAINE SAINT DENIS
FRANCE**

GENERALE DE TELEPHONE
Société Anonyme au capital de 37 962 376 euros
Siège social : 50 Avenue du Président Wilson – Bat. 134
La Plaine Saint Denis 93210
RCS 437 723 844 Bobigny

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 23 JUIN 2017

L'an deux mille dix sept
Le 23 juin à 9h,

(...)

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport qui se soldent par une perte de 7 061 213 euros.

Cette résolution est acceptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

DEUXIEME RESOLUTION

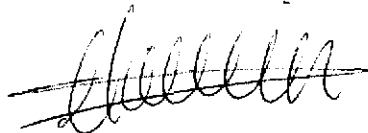
Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels :

- décide d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de 7 061 213 euros au compte report à nouveau qui après affectation se solde à un montant de (7 061 213) euros.

Cette résolution est acceptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

(...)



Certifié conforme à l'original